

<https://www.aefinfo.fr/depeche/714379-education-sante-justice-securite-les-programmes-a...>

✍ Odile Romelot

🕒 6 min read

## Éducation, santé, justice, sécurité... les programmes à l'épreuve du comparateur du collectif nos services publics

Le collectif "nos services publics" a publié ce mardi 25 juin 2024 un comparateur des programmes des quatre partis en lice pour les élections législatives des 30 juin et 7 juillet. Destiné aux citoyens, le comparateur répond à une trentaine de questions que pourraient se poser les électeurs sur neuf thématiques clefs, parmi lesquelles la santé et l'éducation. À l'analyse des programmes, le collectif partage ses observations sur la dégradation des services publics, leur financement et le risque de les voir davantage fragilisés par la mise en œuvre de la "préférence nationale".



A la question "Mon enfant aura-t-il des professeurs dans toutes les matières et toute l'année ?", le comparateur fait ressortir que les programmes Ensemble et RN ne devraient

pas permettre d'augmenter le nombre d'enseignants. Shutterstock - cfg1978

Répondre aux "questions extrêmement concrètes" des citoyens et citoyennes. Tel est l'objectif du [comparateur de programmes](#) mis en ligne ce mardi 25 juin 2024 par le collectif "nos services publics". Organisé autour de neuf thématiques (éducation, santé, énergie, logement, transports, justice, sécurité, fiscalité et autonomie) et en une trentaine de questions, ce comparateur "présente différents niveaux de lecture", explique Arnaud Bontemps, l'un des cofondateurs et porte-parole du collectif.

Pour chaque question, comme "Mon enfant aura-t-il des professeurs dans toutes les matières et toute l'année ?" ou "Vais-je obtenir une décision de justice plus rapide dans l'affaire qui me concerne ?", une première réponse synthétique est apportée pour les quatre partis en lice aux élections législatives. Une réponse plus détaillée est également proposée. Le collectif précise alors quelles mesures répondent, ou non, à la question, si ces mesures faisaient déjà partie du programme de l'élection présidentielle de 2022, comment le parti a voté au Parlement sur cette thématique et si des déclarations publiques ont été faites sur le sujet. Une analyse du collectif est également ajoutée. Enfin, le comparateur sera mis à jour tout au long de la campagne jusqu'au 7 juillet 2024.

Poursuite ou accélération de la dégradation des services publics

De l'analyse des quatre programmes, le collectif retient "trois principales leçons". La première fait le constat d'une dégradation des services publics qui se poursuivrait voire s'accélérerait, si trois (Ensemble, LR et RN) des quatre programmes étaient mis en œuvre. Et ce, alors que chacun des programmes d'Ensemble ou du Rassemblement national fait figurer les services publics en bonne place, observe le collectif.

Ainsi, détaille-t-il dans sa méthodologie, sur la question de l'enseignement, le RN propose une diminution du nombre de postes et des éventuelles hausses de rémunération cantonnées aux débuts de carrière. Ensemble "conditionne les revalorisations à une hausse de la charge de travail" tandis que LR "n'ont proposé aucune mesure concrète concernant l'éducation".

Quant aux déserts médicaux, le collectif observe "des ambitions importantes [...] affichées par le RN" qui se heurtent toutefois à la réalité. Le parti reprend en effet des mesures déjà mises en place depuis plusieurs années : "hausse du nombre de places en formation et

incitations financières à l'installation en zone sous-dense". Et le collectif de rappeler que LREM, LR et RN ont tous voté contre "la régulation de l'installation des médecins dans les zones bien pourvues en soignants".

60 milliards d'euros en plus ou en moins pour les services publics

"La question du financement des services publics est centrale dans la possibilité de leur amélioration", pointe ensuite Marie Lajus, membre du collectif. Sur ce point, seul le NFP (Nouveau Front populaire) fait des services publics une priorité et propose de renforcer leurs moyens ([lire sur AEF info](#)). Pour y parvenir, le parti souhaite augmenter la fiscalité sur les 10 % de la population les plus aisés ainsi qu'un renforcement de la taxation sur le patrimoine du 1 % des résidents les plus aisés. Ces nouvelles recettes serviraient à financer leurs mesures sur l'école ou l'hôpital public. "Il ne s'agit pas ici de juger l'ampleur ni le rythme de cette proposition de hausse de moyens par le Nouveau Front Populaire", prévient le collectif qui souligne toutefois "la rupture" que représentent ces mesures par rapport aux "évolutions des dernières décennies".

À l'inverse, Ensemble maintient les baisses d'impôts ([lire sur AEF info](#)) tandis que Les Républicains proposent une diminution des dépenses publiques de 25 milliards d'euros et une baisse de 10 milliards d'euros des ressources des services publics. Quant au Rassemblement national, il table sur une diminution de 60 milliards d'euros pour les ressources des services publics, grâce à une fiscalité encore allégée pour les plus fortunés ([lire sur AEF info](#)).

risque de fragilisation supplémentaire des services publics

La dernière leçon tient lieu d'avertissement : "La préférence nationale n'apporte pas de réponse à la dégradation des services publics", prévient Laetitia Vernier, membre du collectif. Alors que le parti d'extrême droite propose de "diminuer substantiellement les moyens des services publics", la mise en œuvre de la "préférence nationale" risque de les fragiliser encore davantage, s'inquiète le collectif. D'abord car cette mesure va à l'encontre "des principes" de non-discrimination et de vocation universelle des services publics. Mais aussi car elle fragilisera le sens que donnent ces principes aux métiers de la fonction publique ([lire sur AEF info](#)).

Enfin, car la "préférence nationale" risque de "couper les services publics de très nombreuses ressources humaines", en excluant les personnes binationales de certains postes et rendant les métiers tout simplement moins attractifs. Une double peine à l'heure où le secteur public fait déjà face à d'importantes difficultés pour pourvoir tous ses postes vacants, notamment dans l'enseignement, la santé, la sécurité ou encore la justice.

Generated with Reader Mode